



Proposition des coprésidents (Deuxième projet de texte)

Cadre d'action visant à favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition en situation de crise prolongée

(CSA-A4A)

Rome, Novembre 2014

TABLE DES MATIÈRES

[INTRODUCTION]	1
CONTEXTE ET PRINCIPE	1
[OBJECTIF, NATURE, PORTÉE, POSITIONNEMENT ET PARTIES PRENANTES] ..	1
[PRINCIPES D'ACTION]	4
[PLAN D'ACTION] (PROPOSITION DU GROUPE DES AMIS DU PRÉSIDENT)	10
[NOTES]	12

INTRODUCTION

CONTEXTE ET PRINCIPEⁱ

1. *À sa trente-sixième session, le CSA a reconnu que, dans le cadre des efforts déployés aux niveaux mondial, régional et national pour éliminer la faim et la malnutrition, il convenait de porter une attention particulière à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les situations de crise prolongée et que les interventions requises dans ces situations étaient différentes de celles conçues pour résoudre des crises de brève durée ou des problèmes de développement en dehors d'un contexte de crise.*
2. *L'expression «crise prolongée» englobe les situations de crise prolongée, mais aussi les situations de crises récurrentes. Il n'en existe aucune définition convenue au plan internationalⁱⁱ, mais il est admis que les crises prolongées se caractérisent entre autres par une perturbation des moyens d'existence et des systèmes alimentaires, par une augmentation des taux de mortalité et de morbidité, et par des déplacements de population plus importants.ⁱⁱⁱ. L'insécurité alimentaire et la malnutrition (qui se manifestent par divers indices: retard de croissance, émaciation, insuffisance pondérale et carences en micronutriments) en sont les effets les plus graves et les plus fréquents.
3. L'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées résultent de multiples causes d'origine humaine, telle qu'un conflit, la fragilité et [l'occupation], une gouvernance faible et une capacité institutionnelle limitée, qui sont souvent liées à la raréfaction des ressources naturelles et qui tendent à s'aggraver sous l'effet du changement climatique.
4. *Une crise prolongée peut avoir un impact très large ou peut être limitée à une zone géographique donnée d'un État ou d'un territoire, et peut ne pas toucher l'ensemble de la population. Des mouvements massifs de population, qui peuvent se caractériser par la présence de personnes déplacées à l'intérieur des pays, peuvent être une autre caractéristique. Les crises prolongées ne frappent pas les hommes et les femmes de la même façon. Elles peuvent aussi présenter des aspects internationaux, régionaux et transfrontières et avoir des incidences à ces trois niveaux. Elles peuvent notamment se caractériser par la présence de réfugiés, tels que définis et reconnus par le droit international applicable, souvent confrontés à des situations de réfugiés prolongées.*
5. *Les données concrètes dont on dispose et les évaluations réalisées indiquent que les politiques et les mesures visant à répondre aux besoins alimentaires immédiats et aux autres besoins vitaux devraient s'accompagner de politiques, de mesures et d'investissements à plus long terme afin d'agir sur les causes profondes du problème, de soutenir les capacités locales, et de mettre en place des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients.*
6. *Les principales raisons de l'échec de certaines politiques et mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées sont, entre autres: les faiblesses conceptuelles et opérationnelles; l'absence de liens politiques et institutionnels entre l'assistance humanitaire et l'aide au développement; la faiblesse de la gouvernance et des capacités institutionnelles; une mauvaise compréhension des contextes spécifiques; l'étroitesse des analyses, des interventions dirigées depuis l'extérieur qui compromettent les capacités et des priorités locales; les retards dans la fourniture de l'aide, un engagement politique et des investissements qui ne sont pas suffisamment soutenus; le manque d'engagement à soutenir les petits producteurs de denrées alimentaires, la marginalisation et la vulnérabilité de communautés, et les inégalités entre les sexes; la prise en compte insuffisante de la corruption, et les intérêts acquis dans les secteurs commercial, politique et institutionnel.*

OBJECTIF, NATURE, PORTÉE, POSITIONNEMENT ET PARTIES PRENANTES

Objectif

10. *L'objectif général du [CSA-A4A] est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations exposées à un risque de crise prolongée ou déjà touchées par une telle crise, en s'attaquant aux causes profondes du problème, et en contribuant ainsi à la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.*
11. *Pour réaliser cet objectif, le [CSA-A4A] entend mobiliser un engagement politique de haut niveau et promouvoir la conduite de processus multipartites coordonnés, consistant notamment à examiner les progrès accomplis et à mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience, afin d'étayer les

politiques et les mesures destinées à prévenir et à atténuer l'insécurité alimentaire, ainsi qu'à répondre à ces situations et à favoriser un redressement rapide.*

Nature et portée

12. *Le présent document est à caractère volontaire et non contraignant.*
13. *Le* [CSA-A4A] *doit être interprété et appliqué conformément aux obligations existantes découlant de la législation nationale et du droit international* [, notamment les obligations extraterritoriales,] *et en tenant dûment compte des engagements volontaires contractés en vertu des instruments internationaux et régionaux applicables. Aucune disposition du [CSA-A4A] ne saurait être interprétée comme portant atteinte ou préjudice à l'une quelconque des obligations juridiques contractées par un État en application du droit international*[, y compris les obligations extraterritoriales].
14. Le [CSA-A4A] doit être interprété et mis en application dans les conditions prévues par les systèmes juridiques nationaux et leurs institutions.
15. *Compte tenu des limites que comportent de nombreuses politiques et mesures en vigueur, le [CSA-A4A] présente un plan destiné à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée.*

Positionnement

16. Le [CSA-A4A] est en phase avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, soulignant ainsi l'importance du respect, de la protection, de la promotion et de la facilitation des droits de l'homme lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et des mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les situations de crise prolongée. Le [CSA-A4A] adhère également aux principes humanitaires d'humanité, d'impartialité, d'indépendance et de neutralité.
17. Il s'aligne enfin sur les orientations politiques du CSA, notamment les «Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale», les «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale», le «Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition» et les «Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires».
18. Les valeurs fondamentales sur lesquelles repose la mise en œuvre du [CSA-A4A] et qui donnent un fondement à l'action sont: le respect de la dignité humaine, la non-discrimination, l'équité et la justice, la prise en compte des sexospécificités et l'égalité des sexes; l'adoption d'une approche globale et durable; la consultation et la participation; le respect du droit; la transparence, la responsabilité, et l'amélioration continue.
19. Le présent document s'appuie aussi sur les trois piliers du développement durable (les piliers économique, environnemental et social), qui se renforcent mutuellement et qui sont au cœur du processus d'élaboration des objectifs de développement durable pour l'après-2015.

Parties prenantes

20. Au titre des obligations découlant des instruments internationaux se rapportant à la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les États sont responsables au premier chef de la réalisation des objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et sont encouragés à définir les rôles des différentes parties prenantes selon une approche multipartite et à favoriser la participation de toutes les parties prenantes, y compris la société civile et le secteur privé, pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le CSA-A4A est conçu à l'intention de toutes les parties prenantes impliquées dans une situation de crise prolongée ou qui y sont associées, notamment:
 - i. les communautés et les populations touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors d'une crise prolongée, y compris les réfugiés et les personnes déplacées;
 - ii. les gouvernements à tous les niveaux, notamment les gouvernements des pays qui risquent d'être touchés ou qui sont déjà touchés par une crise prolongée, et ceux des pays qui accueillent des réfugiés;

- iii. les gouvernements d'autres pays qui ont adopté des politiques et des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées;
- iv. les organisations intergouvernementales et régionales;
- v. les partenaires de coopération, notamment les institutions financières, les donateurs, les fondations et les fonds;
- vi. les missions politiques, les missions de consolidation de la paix et les missions de maintien de la paix;
- vii. les organisations de la société civile;
- viii. les instituts de recherche, les universités et les organismes de vulgarisation;
- ix. les organismes du secteur privé;
- x. les petits exploitants^{iv}, y compris les hommes et femmes travaillant dans l'agriculture familiale et les organisations qui les représentent, les associations de producteurs et les coopératives, et les groupes de femmes et de jeunes, en milieu rural et en milieu urbain;
- xi. Les parties à des conflits se trouvant dans des situations de crise prolongée.

PRINCIPES D'ACTION

21. **Les principes d'action ont pour objet d'aider à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de** politiques et de mesures globales destinées à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée. Ils forment un cadre qui met en relief les éléments essentiels de l'environnement favorable qu'il convient de mettre en place pour assurer l'efficacité des politiques et des mesures transformatrices, et qui oriente les interventions visant à combattre et à atténuer les effets immédiats et les causes profondes des situations de crise prolongée. Ils proposent des mesures précises et recensent les parties prenantes concernées.
22. La mise en application de ces principes nécessitera d'exploiter au mieux les avantages relatifs des perspectives et des approches dégagées dans les domaines de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement. Les situations de crise prolongée offrent souvent aux acteurs de l'assistance humanitaire et du développement une occasion inédite d'unir leurs efforts pour renforcer la résilience. Il est absolument essentiel de garantir une coordination étroite et la cohérence entre les acteurs du développement et les acteurs humanitaires, en répartissant les responsabilités de façon claire et complémentaire au service d'une stratégie ou d'un plan national unique, animé par une vision à long terme.
23. Chacun des principes d'action contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les principes d'action sont complémentaires, mais les capacités disponibles et les possibilités offertes pour les appliquer varient selon le contexte, notamment selon que la crise prolongée se traduit ou non par un conflit et/ou un climat d'instabilité politique. Les actions requises pour qu'un principe soit pleinement mis en application sont déterminées par chaque partie prenante conformément aux rôles et responsabilités qui leur sont attribués par le présent document.

Principe 1

24. Respecter le droit international humanitaire en vigueur et les obligations contractées dans le domaine des droits de l'homme, veiller à ce que l'action humanitaire repose sur des principes et s'appuyer sur les orientations du CSA en matière de politiques.
 - i) **Les États doivent s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées au regard du droit international dans le domaine des droits de l'homme afin de garantir la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.**
 - ii) Lors de conflits [et en situation d'occupation], les *États* et les *parties impliquées* doivent respecter le droit international humanitaire.
 - iii) **Les États, les parties impliquées dans le conflit et les autres parties prenantes doivent tenir compte de l'impact possible de leurs politiques et mesures sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans d'autres régions et pays touchés par une crise prolongée, et déterminer les mesures qu'il convient de prendre à cet égard.**
 - iv) **Les États, avec le soutien du système des Nations Unies et de l'assistance et de la coopération internationales, si besoin est, doivent garantir la sécurité alimentaire et la nutrition des réfugiés résidant sur leur territoire conformément à leurs obligations au regard des instruments juridiques internationaux en vigueur dans ce domaine.**
 - v) **Dans les situations de crise prolongée, les parties prenantes doivent garantir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition, conformément aux instruments juridiques internationaux pertinents, en particulier la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).**
 - vi) *Toutes les parties prenantes* doivent veiller à ce que les politiques et les mesures qu'elles adoptent soient conformes aux principes humanitaires, de sorte à pouvoir s'attaquer effectivement à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dans les situations de crise prolongée.
 - vii) Les *États*, les *parties impliquées* dans le conflit et les *autres parties prenantes* doivent veiller à ce que les acteurs humanitaires aient un accès libre et sans entraves aux populations touchées par la crise et soient ainsi en mesure de leur fournir une aide humanitaire. Toutes les parties prenantes doivent garantir la sécurité des acteurs humanitaires en toutes circonstances.

- viii) *Les politiques et les mesures doivent être axées sur les personnes et s'accorder avec les instruments internationaux pertinents, comme indiqué dans les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et sont tout autant applicables aux réfugiés et aux personnes déplacées qu'aux autres personnes.*
- ix) *Les États et les autres parties prenantes doivent appuyer leurs politiques et leurs mesures sur les orientations politiques du CSA, notamment le «Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition» et les «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale».*

Principe 2

25. Renforcer, comme il convient, les plateformes et les processus nationaux multipartites et multisectoriels pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées.

- i) *La concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale relève des États. Les instances gouvernementales, à tous les niveaux, doivent mettre en place et diriger des plateformes et des processus multipartites et multisectoriels afin de coordonner, selon que de besoin, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et des mesures. Toutes les parties prenantes concernées, représentant les intérêts et les besoins des hommes et des femmes, doivent avoir la même chance de participer à ces plateformes et processus.*
- ii) *Il convient d'inviter, le cas échéant, les organisations de la société civile et les entités du secteur privé à participer aux processus nationaux multipartites par l'intermédiaire de leurs propres mécanismes nationaux autonomes et qu'elles organisent elles-mêmes. Les administrations nationales et locales doivent favoriser et soutenir, comme il convient, la participation d'organisations et de réseaux de personnes et de communautés touchées par la crise*.
- iii) (PROPOSITION DU GROUPE DES AMIS DU PRÉSIDENT) [Les partenaires en matière de coopération doivent coordonner leurs activités et s'assurer que l'appui fourni est conforme aux politiques et plans nationaux en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition élaborés dans le cadre de plateformes et de processus nationaux multipartites et multisectoriels.]

Principe 3

26. *Garantir et soutenir la réalisation d'analyses exhaustives fondées sur des éléments concrets.*

- i) *Les gouvernements et les autres parties prenantes doivent intégrer des analyses exhaustives portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les évaluations plus larges portant sur la pauvreté, les aspects sexospécifiques et l'assistance humanitaire, ainsi que dans les analyses des risques et de la vulnérabilité.*
- ii) *Ces analyses exhaustives examinent les éléments suivants:
 - les éléments déterminants profonds de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition;
 - la résilience et la durabilité des stratégies de subsistance et des systèmes alimentaires;
 - la capacité des hommes et des femmes de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels et les autres besoins fondamentaux des ménages, et les disparités sexospécifiques dans la capacité de satisfaire ces besoins.*
- iii) *Ces analyses exhaustives doivent être nationales et:
 - servir à définir des politiques et des mesures coordonnées au moyen de plateformes et de processus nationaux multipartites et multisectoriels;
 - reposer sur des évaluations coordonnées ou conjointes, qui sont réalisées en temps utile et, si possible, qui sont largement partagées;
 - être réalisées au moyen de cadres d'analyse, de normes de qualité et de protocole communs de sorte à assurer une objectivité et une impartialité maximales;
 - fournir des données ventilées, notamment selon le sexe.
- iv) *Les systèmes d'alerte rapide et les systèmes d'information sur l'alimentation et l'agriculture, qui permettent de détecter et de suivre les menaces qui pèsent sur les moyens d'existence et sur la vie, doivent faire partie intégrante des systèmes exhaustifs plus larges.*

- v) *Un soutien accru, notamment aux investissements et au renforcement des capacités institutionnelles en matière de collecte et d'analyse de données doivent permettre une amélioration progressive de la portée, de la qualité et de la disponibilité des données.*
- vi) Un soutien accru doit être accordé au renforcement de la capacité institutionnelle au niveau national, afin de permettre aux pays de réaliser leurs propres analyses factuelles, notamment en adoptant de nouvelles technologies, et de les partager.*
- vii) *Il convient également de renforcer ou de rétablir les capacités d'innovation agricole et de recherche pour le développement au niveau national.*
- viii) Les conclusions et recommandations des analyses techniques exhaustives de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition doivent, dans l'idéal, être partagées avec une plateforme multipartite pour étayer le processus décisionnel.

Principe 4

27. Répondre aux besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et mettre en place des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients grâce à des politiques et des mesures efficaces, tenant compte des crises et adaptées aux particularités de chaque situation.

- i) L'aide alimentaire doit répondre aux besoins vitaux des populations touchées au moment opportun, avec souplesse et dans le respect du contexte culturel.
- ii) Les *partenaires de coopération*, acteurs de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, doivent collaborer afin de renforcer les capacités de préparation, d'atténuation et d'intervention; de mettre en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophe; d'intégrer le renforcement de la résilience dans la première phase de l'intervention; et de contribuer à la protection, à la promotion et au renforcement des moyens d'existence et des systèmes alimentaires au cours des phases de relèvement rapide et de remise en état.
- iii) Les politiques et les mesures de développement doivent protéger, promouvoir et renforcer la résilience des moyens d'existence et des systèmes alimentaires locaux et comprendre, le cas échéant, des mesures de protection sociale à long terme. Une attention particulière doit être accordée aux programmes de protection sociale, au renforcement de la production et des marchés alimentaires locaux, au commerce, à la consommation et à la sécurité sanitaire des aliments, ainsi qu'aux mesures propres à favoriser les petits exploitants, les citoyens et les commerçants locaux (hommes et femmes), afin de protéger leurs moyens d'existence et leur capacité d'investissement.
- iv) Outre la satisfaction des besoins immédiats, les *États* et les *partenaires de coopération*, doivent soutenir les efforts visant à promouvoir l'autonomie des populations en offrant aux réfugiés résidant sur leur territoire des moyens d'existence et des solutions durables (comme le rapatriement ou l'intégration locale, le cas échéant), ainsi qu'en protégeant et en encourageant ces moyens d'existence durables. Il convient également de consentir des efforts pour offrir des solutions durables aux personnes déplacées (comme le retour dans leur lieu d'origine ou l'intégration locale, le cas échéant), de les inciter à s'engager dans des activités de subsistance viables, et d'apporter un soutien aux populations d'accueil.
- v) À court, comme à plus long terme, il convient de mettre en place une combinaison d'interventions expressément axées sur la nutrition et de politiques et mesures tenant compte de la nutrition qui s'attaquent à toutes les formes de sous-alimentation, notamment la malnutrition, le retard de croissance, l'émaciation et les carences en micronutriments, en particulier au cours des premiers mille jours, et de prêter une attention particulière aux besoins nutritionnels des femmes enceintes ou allaitantes.
- vi) Les interventions expressément axées sur la nutrition doivent être adaptées aux situations de crise afin de favoriser l'allaitement exclusif pendant les six premiers mois, accompagné d'une alimentation spécifique et nutritionnelle jusqu'à l'âge de deux ans et au-delà; l'accès aux micronutriments grâce à une alimentation saine et variée et à des aliments en teneur accrue en éléments nutritifs spécifiques; la complémentation alimentaire; la promotion de bonnes pratiques d'hygiène et de soins de santé; et les programmes communautaires d'alimentation thérapeutique pour le traitement de la malnutrition aiguë. Les politiques et les mesures adoptées dans les situations de crise, notamment dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires, doivent tenir compte de la nutrition et être conçues dans le but de contribuer à une amélioration de la situation nutritionnelle.

- vii) Les *gouvernements, les partenaires de coopération* et les *autres parties prenantes concernées* doivent envisager divers dispositifs d'aide alimentaire humanitaire (transferts en espèces ou bons, par exemple), de nouvelles modalités d'achat des aliments (achat auprès des agriculteurs locaux, par exemple) et la mise en place de réserves alimentaires au niveau de la communauté, du pays ou de la région, afin que l'aide soit plus efficace et mieux adaptée à chaque situation et qu'elle puisse ainsi fournir une base solide à la sécurité alimentaire et à la nutrition à plus long terme.
- viii) Le *secteur privé* doit soutenir le développement des technologies de communication telles qu'internet et la téléphonie mobile, qui facilitent l'atténuation des risques, notamment les dispositifs communautaires d'alerte rapide, l'atténuation des conflits, la collecte d'informations, l'accès aux informations sur le marché, la communication avec les populations touchées et les parties prenantes, et de l'exécution des programmes de transfert monétaire.

Principe 5

28. Assurer la gestion de ressources naturelles limitées afin de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition des populations touchées et d'agir sur les causes profondes des crises prolongées.

- i) *Toutes les parties prenantes concernées* doivent respecter les droits fonciers légitimes applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, ainsi que les utilisations existantes et éventuelles des ressources en eau, conformément aux:
 - Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et notamment, mais pas seulement, leurs chapitres 23, 24 et 25;
 - Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté.
- ii) *Toutes les parties prenantes concernées* doivent s'efforcer de prévenir les conflits sur des ressources naturelles limitées et de faciliter la mise en place de processus ouverts et équitables permettant de parvenir à un accord sur des questions controversées concernant la gestion des ressources naturelles qui peuvent être à l'origine d'une crise prolongée.
- iii) Tous les groupes de population, en particulier les femmes et les enfants, doivent bénéficier du soutien voulu et d'une protection suffisante contre la violence liée aux ressources, notamment toutes les formes de violence sexiste, et contre les autres risques menaçant leur sécurité.
- iv) Les politiques et les mesures doivent être conçues dans le cadre d'un processus participatif et tenant compte des sexospécificités afin d'éviter que les populations touchées ne se tournent vers des stratégies d'adaptation qui se traduisent par une utilisation non durable des ressources naturelles, et doivent favoriser l'adaptation des arrangements traditionnels et des capacités face aux chocs et aux facteurs de tensions.
- v) Il convient de renforcer les *systèmes de recherche et de vulgarisation agricoles* et de les adapter aux besoins particuliers des petits exploitants en milieu rural et en milieu urbain, en se penchant en priorité sur les besoins des femmes et des jeunes qui vivent dans un milieu où les ressources naturelles sont limitées et dans une région en proie à une crise prolongée.

Principe 6

29. Aborder la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations de crise en tenant compte des conflits et contribuer, si possible, à la consolidation de la paix.

- i) Dans le cadre d'un conflit persistant, *toutes les parties prenantes* doivent veiller à ce que l'assistance visant à fournir les éléments essentiels à la sécurité alimentaire et à la nutrition ou toute autre activité, n'aggrave pas involontairement la situation. Le concept «ne pas nuire» peut guider les acteurs à cet égard.
- ii) *Toutes les parties prenantes* exerçant une autorité doivent garantir la protection des populations touchées et leur permettre de bénéficier des services d'aide essentiels, et consolider leurs moyens d'existence et leurs capacités d'investissement. Les populations touchées, notamment les réfugiés et les personnes déplacées, doivent être protégées contre toute forme d'exploitation ou d'abus, notamment les abus sexuels et les violences sexistes, par toute personne associée à une intervention. Il convient tout particulièrement de veiller à la protection des femmes et des enfants.

- iii) Lorsque cela est possible, *toutes les parties prenantes* doivent s'efforcer d'intégrer la restauration de la confiance au niveau local et la réconciliation dans les interventions axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en tenant compte du rôle essentiel que jouent les femmes dans ces domaines, ainsi que dans la sécurité alimentaire et la nutrition.
- iv) Au fur et à mesure que sont formulées des stratégies de consolidation de la paix plus larges et que sont adoptées les mesures correspondantes, *toutes les parties prenantes* doivent veiller à ce que les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition soient pris en compte et poursuivis de façon adéquate.
- v) Il convient de planifier avec la plus grande attention la suppression progressive du soutien à la sécurité alimentaire et à la nutrition, de manière à ne pas mettre les populations en danger, voire de régresser en matière de consolidation de la paix.
- vi) Les *opérations de maintien de la paix* doivent s'assurer que leurs actions ne contribuent pas à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Principe 7

30. Soutenir et renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles formelles et informelles aux niveaux national et local.

- i) Les *gouvernements nationaux et les autorités locales*, avec l'appui de *partenaires en matière de coopération* et d'*entités du secteur privé*, doivent passer en revue et, le cas échéant, renforcer les capacités des structures administratives formelles aux niveaux national et local, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition par le biais des services de base et des programmes de protection sociale et de promouvoir des marchés et des services efficaces et compétitifs.
- ii) Les institutions et organisations informelles et coutumières, notamment les organisations de producteurs, de femmes et de jeunes, sont souvent présentes ou apparaissent lors des crises prolongées pour combler les lacunes majeures et soutenir les moyens d'existence locaux. Il convient que *toutes les parties prenantes* recensent, soutiennent et, si besoin est, reconstruisent ces structures informelles et coutumières.
- iii) Les *gouvernements nationaux et les autorités locales*, avec l'appui des *partenaires de coopération*, doivent encourager les mécanismes donnant aux femmes la possibilité de participer activement et en pleine connaissance de cause aux travaux des structures formelles et informelles de prise de décisions et aux processus de gouvernance connexes.
- iv) La corruption, fréquente dans les situations de crise prolongée, a une incidence négative sur la sécurité alimentaire et la nutrition. *Toutes les parties prenantes concernées* doivent soutenir les efforts de lutte contre la corruption, y compris les processus participatifs et animés par les communautés, la sensibilisation du public et le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption.

Principe 8

31. Promouvoir la mise en place de mécanismes de financement coordonnés, souples, déclenchés en temps utile, appropriés et prévisibles à l'appui de politiques et de mesures cohérentes et globales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

- i) Les *gouvernements* des États touchés par une crise prolongée doivent assumer au premier chef la responsabilité de la mobilisation de ressources budgétaires suffisantes pour financer des politiques et des mesures cohérentes et globales de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, notamment en faveur des réfugiés résidant sur leur territoire et des personnes déplacées. Les *partenaires de coopération* doivent coordonner leur soutien au moyen de plateformes nationales multipartites en harmonie avec les politiques et les plans nationaux. Ils doivent chercher à soutenir, et non à fragiliser ou à reproduire, les systèmes et les capacités qui existent aux niveaux national et local, et à éviter de créer une dépendance à l'aide internationale.
- ii) Les *partenaires de coopération* doivent étudier les moyens de mettre en place des mécanismes de financement complémentaires, et mieux coordonnés et harmonisés, afin d'éviter les risques de chevauchement aux niveaux local, national et régional. Il convient, en particulier, d'encourager les efforts déployés par les *partenaires de l'aide humanitaire* et les *partenaires de la coopération au*

développement en vue d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles à l'appui des plans formulés par les pays.

- iii) Les *gouvernements* et les *partenaires de coopération* doivent examiner les politiques et les procédures existantes afin de s'assurer qu'elles sont assez souples pour pouvoir prendre des mesures en fonction de l'évolution des besoins. Il s'agit, entre autres, de réévaluer en permanence, et en consultation avec les partenaires d'exécution, les restrictions de temps, les procédures administratives et les zones géographiques.
- iv) Afin d'accélérer les délais d'intervention, les *gouvernements* et les *partenaires de coopération* doivent envisager l'adoption de mécanismes souples et dynamiques permettant de dégager des ressources supplémentaires quand les seuils d'alerte convenus sont atteints.
- v) Les *partenaires de coopération* doivent veiller à disposer de mécanismes de financement spécifiques, adaptés aux activités axées sur le relèvement rapide et sur le renforcement de la résilience, qui ne coïncident pas toujours avec les activités prises en charge au titre des sources de financement de l'aide humanitaire et du développement; idéalement, ces mécanismes devraient être prévisibles et pluriannuels.
- vi) Les *gouvernements* et les *partenaires de coopération* doivent adapter les programmes de protection sociale aux nouveaux chocs et aux nouveaux facteurs de pression, et veiller au déploiement rapide de ces programmes en renforçant les capacités locales et nationales lorsque cela est possible.
- vii) Les *gouvernements* et les *partenaires de coopération* doivent adopter des mécanismes de gestion des risques, tels que les assurances contre les aléas climatiques et d'autres outils de financement fondés sur les risques, afin de favoriser une hausse des investissements.
- viii) Les *gouvernements* et le *secteur privé* doivent faire en sorte que les mécanismes bancaires et de transfert puissent devenir opérationnels dans les plus brefs délais à la suite d'un choc et que les frais de virement restent abordables en encourageant la concurrence et l'innovation, tout en répondant aux exigences réglementaires.

Principe 9

32. Veiller régulièrement et systématiquement à tirer les leçons de l'expérience et à les intégrer dans des politiques et des mesures améliorées.

- i) Les principes énoncés dans le présent document fournissent une référence par rapport à laquelle on pourra assurer le suivi des politiques et des mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les situations de crise prolongée et permettent à *toutes les parties prenantes concernées* d'évaluer si leur action est appropriée et utile.
- ii) *Toutes les parties prenantes concernées* doivent mettre en place des plateformes, des systèmes et des capacités de suivi et d'évaluation adaptés aux difficultés rencontrées en situation de crise prolongée et impliquant les personnes et les communautés les plus touchées, de façon à évaluer l'impact des politiques et des mesures adoptées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'évaluation et le suivi doivent s'appuyer sur des éléments concrets, tenir compte des sexospécificités et tirer parti des connaissances locales.
- iii) *Toutes les parties prenantes concernées* doivent consigner, rassembler et partager les enseignements tirés des politiques et des mesures étayées par ces principes, et les mettre à profit lors de la formulation de nouvelles politiques et mesures.
- iv) *Toutes les parties prenantes concernées* doivent s'efforcer de diffuser et développer les approches novatrices qui ont fait leurs preuves.

Principe 10

33. Renforcer la transparence et la responsabilité à l'égard des populations touchées par une crise prolongée.

- i) Les *gouvernements* et les *partenaires de coopération* doivent être tenus responsables à l'égard des populations touchées et veiller à ce que tous les segments d'une communauté touchée (compte tenu du sexe, de l'âge, de l'appartenance ethnique et d'autres aspects de la diversité) reçoivent des informations (sous réserve qu'elles soient disponibles) transparentes, aisément accessibles et compréhensibles leur permettant de prendre des décisions éclairées, puissent participer à la prise des décisions qui ont une incidence sur leur vie et leurs moyens d'existence, ou soient représentés

de façon juste et équitable dans le processus décisionnel, et puissent donner leur avis sur l'aide ou les services qui leur sont fournis au moyen de mécanismes de réclamation adéquats et accessibles.

- ii) Les *gouvernements* et les *partenaires de coopération* doivent faire en sorte que les réponses aux chocs et aux facteurs de pression soient mises en œuvre au moment opportun et soient utiles, que les alertes soient suivies d'effets et que les interventions n'aggravent pas involontairement l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
- iii) Il convient de créer des mécanismes de responsabilité ou de renforcer les mécanismes existants, le cas échéant, pour garantir que les imperfections des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les situations de crise prolongée sont corrigées, et pour soutenir la concrétisation progressive du droit à l'alimentation.

(PROPOSITION DU GROUPE DES AMIS DU PRÉSIDENT)

[PLAN D'ACTION]

[LIGNES D'ACTION] [CADRE D'ACTION] [PLAN D'ACTION]

[PROGRAMME [CADRE] D'ACTION: LA VOIE À SUIVRE]

[GUIDE POUR L'APPLICATION DES PRINCIPES]

34. [La présente section propose un certain nombre de mesures que doivent prendre les différentes parties prenantes, étant entendu que la responsabilité première en la matière incombe aux gouvernements, afin de promouvoir la diffusion et l'utilisation coordonnées des principes d'action, de mobiliser un engagement politique, et de mettre en commun les enseignements tirés de l'expérience et les progrès réalisés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
35. Le *CSA et toutes les autres parties prenantes* sont encouragés à collaborer et à se soutenir mutuellement afin de diffuser les principes d'action et de promouvoir leur utilisation lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de politiques et de mesures plus efficaces aux niveaux mondial, régional, national et local.
36. Les parties prenantes sont encouragées à exploiter l'ensemble des documents non négociés établis par le Secrétariat du CSA pour expliquer comment appliquer les principes. Ces ressources peuvent être régulièrement mises à jour par les parties prenantes par le biais de guides pratiques conviviaux, de dossiers d'appui aux politiques, etc.
37. Les *gouvernements nationaux et les organisations intergouvernementales* sont encouragés à promouvoir et faciliter les processus multipartites d'analyse, d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de mesures nationales et régionales de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
38. La mise en œuvre du CSA-A4A doit s'appuyer sur les initiatives, les stratégies et les processus mondiaux et régionaux existants destinés à remédier aux situations de crise prolongée, les compléter et, si possible, s'y intégrer.
39. Les *partenaires de coopération, les organisations internationales, les entités du secteur privé et les organisations de la société civile* sont encouragés à faciliter les examens participatifs de leurs propres politiques et mesures.
40. Les *partenaires de développement, les organismes des Nations Unies*, en particulier les organismes dont le siège est à Rome, et les *organisations régionales* sont encouragés à soutenir la mise en œuvre et l'utilisation du [CFS-A4A].
41. Les parties prenantes peuvent partager avec les autres parties prenantes du CSA leurs déclarations d'intention d'utiliser le CSA-A4A pour analyser, renforcer et appliquer leurs propres politiques et mesures.
42. Conformément à l'approche que met en place le Groupe de travail à composition non limitée du CSA en matière de suivi, le Comité doit assurer le suivi de l'intégration des principes d'action dans les politiques et les mesures adoptées par les parties prenantes, et mettre à leur disposition un espace permettant le partage des enseignements tirés et des progrès réalisés dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées.

43. Les enseignements tirés de l'utilisation des principes d'action et de la mise en œuvre des politiques et des mesures adoptées doivent être intégrés aux futures versions du Cadre stratégique mondial du CSA.
44. Afin de promouvoir la diffusion et l'utilisation des principes d'action, et de recueillir les enseignements tirés de l'expérience et d'en faciliter le partage, le Secrétariat du CSA est encouragé à étudier les moyens d'utiliser les mécanismes existants, notamment les mécanismes de collaboration entre les organismes dont le siège est à Rome, sur la résilience par exemple.]

NOTES

^{*i} Le Cadre d'action visant à favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition en situation de crise prolongée [CSA-A4A] est un important projet du CSA. À sa trente-neuvième session, en 2012, le CSA a approuvé la conduite d'un processus consultatif auprès de toutes les parties prenantes concernées en vue de l'élaboration d'un programme d'action pour la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées qui reprendrait les éléments utiles parmi ceux indiqués dans le document CFS 2012/39/7. Le [CSA-A4A] a été élaboré par un Groupe de travail à composition non limitée comprenant les parties prenantes du CSA, dont les membres se sont réunis entre juillet 2013 et août 2014 et qui a bénéficié du concours d'un Groupe de soutien technique et du Secrétariat du CSA. Le [CSA-A4A] s'appuie sur les activités techniques menées dans le cadre de la rédaction du rapport sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* 2010 ainsi que sur les conclusions du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée, qui s'est tenu à Rome en septembre 2012 sous les auspices du CSA. Il repose sur un processus ouvert de consultations et d'échanges électroniques qui s'est déroulé d'avril 2013 à [xxxx]. Quatre débats électroniques sur des sujets clés ont été organisés pour contribuer à réunir des éléments pour l'avant-projet du [CSA-A4A]. Une consultation mondiale sur l'avant-projet a été organisée à Addis-Abeba en avril 2014, et une consultation électronique a eu lieu en mai 2014. Ont participé aux consultations des représentants de pays, d'organismes des Nations Unies, d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales, d'institutions internationales de recherche agronomique, d'associations du secteur privé, de fondations philanthropiques privées et d'institutions financières internationales et régionales. [Des négociations officielles sur le [CSA-A4A] ont eu lieu en juillet et août 2014, puis en mai 2015]. Le [CSA-A4A] a été approuvé par le CSA à sa [xx] session, le [xx] octobre [xxxx].*

^{*ii} En l'absence de définition universellement admise de l'expression «crise prolongée», la caractérisation fournie dans l'édition 2010 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* constitue une référence utile.*

^{*iii} Voir, par exemple, le rapport semestriel de juin 2013 sur les tendances mondiales concernant les personnes relevant de la compétence du HCR. Consultable à l'adresse suivante: <http://www.unhcr.org/52af08d26.html>.*

^{iv} Conformément à la typologie proposée au paragraphe 4 des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, on entend par «petits exploitants» les petits producteurs et transformateurs, les éleveurs pastoraux, les artisans, les pêcheurs, les communautés fortement tributaires des forêts, les peuples autochtones et les travailleurs agricoles, en milieu rural et en milieu urbain.

^{*v} Il s'agit, notamment, des dirigeants traditionnels, des organisations communautaires, des coopératives, des organisations de petits producteurs, des représentants de réfugiés, des personnes déplacées, des communautés d'accueil et des groupes de femmes, y compris les femmes déplacées, des minorités ethniques et des personnes venant de zones rurales.*